VEILLE JURIDIQUE



SELECTION DE TEXTES PARUS AU JOURNAL OFFICIEL DU 1^{er} AU 25 FEVRIER 2020 TEXTES PUBLIES SUR LE SITE CIRCULAIRES.LEGIFRANCE.GOUV.FR

JO du 25/02/2020

Arrêté du 17 février 2020 portant nomination au cabinet du ministre des solidarités et de la santé (**Raymond Le Moign** comme directeur de cabinet d'Olivier Véran et **Murielle Fayolle** comme cheffe de cabinet)

JO du 22/02/2020

<u>Décret n° 2020-148</u> du 21 février 2020 relatif au fonctionnement du comité national des **coopérations interprofessionnelles** et des protocoles nationaux prévus à l'article L. 4011-3 et à leur application au service de santé des armées

JO du 20/02/2020

Arrêté du 17 février 2020 portant nomination au cabinet du ministre des solidarités et de la santé

<u>Arrêté du 11 février 2020</u> relatif à l'expérimentation de structures libérales légères (SLL) pour la rééducation des patients coronariens et insuffisants cardiaques

JO du 19/02/2020

<u>Arrêté du 17 février 2020</u> modifiant l'arrêté du 16 janvier 2020 relatif au référentiel de mises en situation et aux étapes du parcours permettant au **docteur junior** d'acquérir progressivement une pratique professionnelle autonome pris en application de l'article R. 6153-1-2 du code de la santé publique

JO du 16/02/2020

<u>Avis du Conseil d'Etat n° 435498</u> du 12 février 2020 - actions engagées contre **l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux**

JO du 14/02/2020

<u>Décret n° 2020-120</u> du 13 février 2020 relatif aux **éléments devant être portés sur l'ordonnance** par le prescripteur en application de l'article L. 162-19-1 du code de la sécurité sociale

JO du 13/02/2020

<u>Décret n° 2020-114</u> du 11 février 2020 relatif aux gardes et astreintes des **docteurs juniors** <u>Arrêté du 11 février 2020 relatif aux émoluments, aux primes et indemnités des **docteurs juniors**</u>

Arrêté du 11 février 2020 modifiant l'arrêté du 15 juin 2016 relatif aux émoluments, rémunérations ou indemnités des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques exerçant leurs fonctions à temps plein ou à temps partiel dans les établissements publics de santé

JO du 12/02/2020

<u>Décret n° 2020-110</u> du 11 février 2020 relatif à l'expérimentation prévue par la loi n° 2019-72 du 5 février 2019 visant à améliorer la **santé visuelle des personnes âgées** en perte d'autonomie

<u>Décret n° 2020-107</u> du 10 février 2020 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat des Emirats arabes unis relatif à la **formation en France des médecins émiriens en troisième cycle des études de médecine**, signé à Dubaï le 29 avril 2019 et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Bahreïn relatif à la **formation en France de médecins spécialistes bahreïniens**, signé à Paris le 30 avril 2019

JO du 07/02/2020

<u>Décret n° 2020-9</u>0 du 5 février 2020 portant modification de la composition et du fonctionnement du **Conseil national consultatif des personnes handicapées**

JO du 02/02/2020

Arrêté du 30 janvier 2020 fixant les **tests de diagnostic rapide pouvant être réalisés par les pharmaciens** et qui donnent lieu à la tarification de la prestation prévue au 16° de l'article L. 162-16-1 du code de la sécurité sociale

<u>Arrêté du 28 janvier 2020</u> relatif à l'expérimentation d'un parcours de périnatalité coordonné villehôpital dans le cadre d'une grossesse physiologique

TEXTES PUBLIES SUR LE SITE CIRCULAIRES.LEGIFRANCE.GOUV.FR

<u>Circulaire CRIM/2020-3/H2-23.01.2020</u> du 28 janvier 2020 relative à la présentation des dispositions de droit civil et de droit pénal immédiatement applicables de la loi n°2019-1480 du 28 décembre 2019 visant à agir contre les violences au sein de la famille et instructions de politique pénale issues des travaux du **Grenelle contre les violences conjugales**

<u>Circulaire CRIM/2020-2/E3-21.01.2020</u> relative au **mécanisme d'alerte concernant les professions réglementées**

<u>Instruction interministérielle n° DGS/EA3/DS/B1/2019/253</u> du 6 décembre 2019 relative à la mise en œuvre de la **stratégie nationale sport santé** (SNSS) 2019-2024 par les agences régionales de santé et les directions régionales et départementales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale